

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

8 MAI 45

## 34 après, quelle attitude face à l'Allemagne ?

**C'**ÉTAIT il y a tout juste 34 ans. Un certain 8 mai 1945. Le monde sortait de six ans d'horreur, le Reich capitulait, le nazisme était écrasé, enterré sous les décombres de Berlin. C'était l'armistice, la paix...

Bien du temps s'est passé depuis, beaucoup d'entre nous n'ont pas connu cette époque, mais nous n'oublions pas pour autant. Nous n'oublions pas ce qu'ont coûté, en larme et en sang, ces six années. Nous n'oublions pas, au delà du mot, cette atroce réalité qu'est la guerre et que fut cette guerre en particulier.

Nous n'oublions pas non plus que si l'Allemagne nazie fut vaincue, c'est, et c'est avant tout, grâce à l'héroïque résistance qu'ont menée, au prix de millions de martyrs, les peuples qui, de France en Yougoslavie, d'URSS en Grèce, se sont levés contre le fascisme, contre l'occupation, pour l'indépendance et la liberté. Et parmi ces hommes et ces femmes, qui le plus souvent à l'appel de leur parti communiste, ont pris les armes au péril de leur vie, nous aurons une pensée particulière pour les résistants allemands. L'héritage de la résistance, nous le revendiquons. Nous nous réclameons de ces héros anonymes qui sont tombés « pour des lendemains qui chantent... ». Le grand combat antifasciste qui s'est déroulé au niveau de tous les peuples d'Europe, le plus grand hommage que nous pouvons lui rendre, c'est d'affirmer que par delà les années passées, il reste le notre.

Le 8 Mai se commémore cette année dans des circonstances particulières. Cherchant à exploiter au profit de leur politique chauvine le sentiment d'horreur qu'a laissé dans tous les cœurs le souvenir du nazisme et de cet holocauste qui fit des dizaines de millions de morts, certains tentent aujourd'hui d'assimiler le nazisme au peuple allemand, le Reich à l'Allemagne de 1979. Marchais n'est-il pas allé jusqu'à déclarer au débat d'Europe I « qu'il était heureux que nous ayons une force de frappe face aux 500 000 hommes du Bundeswehr... ».

A qui voudrait-on faire croire que le danger de guerre, qui pèse aujourd'hui sur le monde, prend sa source à Bonn ? Il est une évidence : ce danger bien réel provient de la lutte de deux géants autrement plus puissants que l'Allemagne, les Etats-Unis et surtout l'URSS qui sont aujourd'hui un danger pour le monde.

Mais non, pour Marchais, la cible, c'est l'Allemagne, le danger, c'est l'Allemagne, l'ennemi c'est l'Allemagne, ouvriers et capitalistes allemands mêlés.

Eh bien non, nous disons : assez ! assez de cette campagne chauvine anti-allemande dont toutes les conséquences ne peuvent être que négatives pour la classe ouvrière de notre pays.

Négatif le détournement des luttes contre les licenciements dans la sidérurgie en une revendication pour l'acier français. C'est contre les licenciements, le patronat et Giscard-Barre qu'il faut lutter.

Négatif le refus de la solidarité, pourtant indispensable entre sidérurgistes français, belges, luxembourgeois et allemands, tous victimes de restructurations dans leurs pays respectifs.

Négative enfin la présentation d'une Allemagne responsable du danger en Europe alors que le danger réel de l'hégémonie, en premier lieu soviétique, est, lui, masqué par cette campagne.

Serge FOREST

# Longwy et Fos : les sidérurgistes dans l'action

**A Fos, poursuite de l'action malgré les menaces. A Longwy, les sidérurgistes font reculer les CRS.**

Voir pages 3 et 4

## L'armée sioniste rompt le cessez-le-feu

# Nouveaux bombardements au Sud-Liban

*Cette photo atroce, prise après un bombardement sur un camp de réfugiés palestiniens au Sud-Liban par l'aviation sioniste, montre mieux que toute autre chose la réalité des belles paroles de paix de Begin. Elle montre aussi de quel côté se situe véritablement le terrorisme*



**A** PRES onze jours d'existence, le cessez-le-feu, laborieusement imposé par les Nations Unies aux Israéliens, a de nouveau été rompu au Sud-Liban. L'aviation israélienne a profondément pénétré dimanche en territoire libanais pour aller bombarder le camp de réfugiés palestiniens de Nakr-el-Bared.

Ce sont à nouveau à des objectifs purement civils, des camps de réfugiés et les villages environnants, que s'en sont pris les Jets aux couleurs sionistes. Au sud de Beyrouth, trente personnes ont été tuées d'un coup quand les bombes de Begin sont tombées sur la salle où se célébrait un mariage.

## OUVERTURE DU 38e CONGRES DE LA CFTD

**« Recentrage » : un exemple, la sidérurgie**

Chérèque avait-il capitulé dès le 4 janvier 1979 (Voir notre document)

Voir page 3

## OUVERTURE DU 23e CONGRES DU PCF

**Le sens d'une unanimité de façade**

Interview d'un ex-membre d'un comité de section du PCF

Voir pages 4 et 5

Interview de Justin Nyoka, journaliste zimbabwe (2)

# « Nous, hommes et femmes, avons un ennemi commun qui est le colonialisme »

Nous publions la suite de l'interview effectuée auprès de Justin Nyoka, journaliste zimbabwe qui a passé plusieurs mois dans les territoires libérés du Zimbabwe. Dans les extraits que nous avons publiés dans notre édition précédente, Justin Nyoka expliquait ce qu'il avait vu dans ces zones libérées et contrôlées par la ZANLA, l'armée de la ZANU. Dans les extraits qui suivent, deux points sont abordés : la position de la femme dans les forces de libération, dans les territoires libérés et en second lieu, la situation des forces de Smith à l'heure actuelle.

**Evelyne Le Guen :** J'ai eu des informations selon lesquelles un quart des forces de la ZANLA était composé de femmes. Quelle est l'importance réelle des femmes dans la lutte du Zimbabwe ? Sont-elles aussi nombreuses aux postes de direction ?

**Justin Nyoka :** Dans les zones libérées, les membres des comités populaires ont été élus sur leur talent et leur mérite. J'ai vu deux

zones où le chef était une femme. Je pense que les gens ont conscience qu'il fut une égalité sociale. J'ai vu dans les camps des garçons et des filles travailler ensemble dans les ateliers de mécanique et d'électricité. C'est quelque chose qui m'a moi-même choqué de voir ces femmes en bleu de travail, tenant des clés pour réparer un moteur ou des fils électriques pour installer l'électricité.



Une action des guérilleros zimbabwe : le déraillement d'un train. A l'heure actuelle, les colonialistes sont isolés dans les villes

Pour information, je peux vous dire qu'il y a eu

à Maputo (la capitale du Mozambique) un grand meeting rassemblant les femmes de la ZANU dispersées dans le monde entier. Elles ont discuté des problèmes de l'organisation de la ZANU, des limites de leur mouvement et des améliorations à apporter pour les femmes. Aux USA, j'ai rencontré des féministes qui regardaient les hommes comme des ennemis. J'étais dans un meeting et elles m'ont demandé quels étaient le rôle et la position des femmes dans la ZANU. J'ai expliqué qu'il y avait beaucoup de femmes dirigeantes dans les zones libérées, mais qu'elles étaient peu nombreuses au Comité central. Il y a beaucoup de femmes officiers, elles sont membres de l'état-major, mais par contre, il n'y en a pas au haut commandement.

Je pense que la ZANU ne va pas promouvoir les femmes seulement parce que ce sont des femmes, mais parce qu'elles en ont les capacités. J'ai expliqué justement aux féministes des USA que nous, hommes et femmes, nous avons un ennemi commun qui est le colonialisme et que, quand nous aurons abattu le colonialisme, alors peut-être, si les femmes ne sont pas libérées, elles pourront penser que les hommes sont leurs ennemis.

**ELG :** Et dans les villes maintenant ?

**JN :** Notre stratégie, notre but maintenant, c'est d'atteindre les zones urbaines car c'est là que l'ennemi est concentré et que se cache la petite bourgeoisie qui soutient Muzorewa. Au début de l'année, Mugabe, le dirigeant de la ZANU a déclaré que l'ennemi devait être débusqué de sa terre, les villes. La guerre décisive est maintenant commencée et je pense qu'il va y avoir de plus en plus de suicides parmi les Blancs.

D'autre part, le dit « gouvernement interne » va être dans une situation très inconfortable. Il va être contraint, pour se maintenir, d'accepter l'aide de l'Afrique du Sud. C'est-à-dire qu'il va devoir s'appuyer sur un régime qui est honni dans le monde entier. Il aura l'aide aussi de tous les pays capitalistes.

**ELG :** Pour en revenir à la situation militaire, peux-tu nous donner des informations sur l'état des forces rhodésiennes aujourd'hui ?

**JN :** Leur force réside dans l'aviation. Dans les zones libérées ou semi-libérées, il n'y a pas d'infanterie. Il y a des mercenaires français qui te diront qu'ils ont

## L'alcoolisme dans les pays de l'Est

**C**HAQUE Polonais (femmes et enfants compris) de 16 à 100 ans boit en moyenne 30 litres de vodka (à 40 ou 45 degrés par an). 300 000 personnes meurent chaque année en Pologne du fait de l'alcoolisme. 800 000 personnes sont ivres chaque jour.

En Pologne, l'alcoolisme a augmenté de sept fois depuis la Seconde Guerre mondiale.

Un journal polonais a évoqué une nocé à la campagne, où, pour les trente invités, on avait apporté 230 litres de vodka...

Pourquoi cet alcoolisme ? Officiellement, les autorités affirment qu'elles mènent une lutte énergique pour l'enrayer, notamment en réglementant strictement

les débits de boisson. Mais les beuveries font partie des réjouissances officielles telles que l'accomplissement du plan, la célébration du 1er Mai, de la journée de la femme, de l'enfant, du cheminot, la célébration du 8 Mai 1945, etc. A ces occasions-là, les beuveries se font aux frais de l'Etat ou du Parti...

Mais si l'alcoolisme est si développé, c'est dû aux conditions dans lesquelles les gens vivent : comme dans toute société exploiteuse, l'alcool représente un refuge dans lequel on cherche à oublier la grisaille de l'exploitation et de l'oppression quotidienne.

**EN URSS AUSSI...**

En URSS aussi, l'alcoolisme est en plein essor, et

pour les mêmes raisons. Selon des statistiques officielles, 1 600 000 journées-travail ont été perdues en 1972 rien qu'en Géorgie en raison d'absences des travailleurs — et de 80 à 90 % de ces absences étaient dues à l'alcoolisme.

On a calculé que les jours qui suivaient la paie, la productivité du travail baissait de 20 à 30 % — en raison des saouleries à la vodka.

Les autorités soviétiques s'en plaignent — leurs profits en prennent un coup ! Mais ne devraient-elles pas se demander un peu pourquoi les travailleurs incurgent tant d'alcool quand ils en ont les moyens ? N'est-ce pas lié à l'exploitation qu'elles leur font subir dans les entreprises ?

Jean SCHUBERT

## IRAN

### Renforcement du pouvoir des « comités Khomeiny »

**L**OIN de s'éclaircir, la situation demeure très confuse en Iran. L'arrivée sur la scène politique, par le biais d'actions terroristes d'un nouveau groupe, Forghan, n'arrange pas les choses. Deux personnalités ont été jusqu'à présent assassinées.

Ce groupe prétend agir au nom de l'Islam mais se déclare farouchement opposé aux religieux qui dirigent le pays. Les personnes qui ont été la cible de Forghan sont le général Garhani, soupçonné d'avoir été trop lié au régime antérieur, et l'ayatollah Motahari, très

lié à Khomeiny, qui aurait été le dirigeant du Conseil de la Révolution, organe parallèle au gouvernement. Ces deux personnalités étaient très contestées par la gauche iranienne. Autant dire que ces assassinats sont de bons moyens pour Khomeiny de s'en prendre à la gauche.

De fait, ces actions ont abouti au renforcement du pouvoir des comités Khomeiny, devenus « gardiens de la révolution ». Le gouvernement qui, un temps, a condamné leurs exactions accepte aujourd'hui qu'ils aient un pouvoir autonome, indépendant du gouvernement, et pire, il leur recon-

naît le droit d'intervenir partout où « il sera nécessaire ». Autre conséquence directe de ses assassinats les groupes islamiques fanatiques s'en donnent à cœur joie dans leur campagne anticommuniste, s'en prenant en premier lieu aux chômeurs.

Bien que l'on ne connaisse pas les origines, et encore moins la composition de ce groupe Forghan, il apparaît évident que si ses actions s'attaquent, en apparence, aux gens de droite, ce sont tous les progressistes et tous les travailleurs qui en sont les véritables cibles.

### Le Yémen du Sud soutient l'Ethiopie

Le 1er avril, le chef de l'Etat sud-yéménite, en visite officielle en Ethiopie, a déclaré qu'il n'accordait plus de soutien aux patriotes érythréens. Il a essayé de se justifier en disant que son pays avait soutenu les patriotes sous le régime d'Haile Sélassié « parce que les impérialistes et les forces réactionnaires étaient de son côté ». En somme, il décerne un brevet de « progressisme » au DERG fasciste éthiopien et au social-impérialisme.

### Nouvelles hausses de l'essence

Dans les poches de l'Etat et des grandes compagnies pétrolières

**C'**EST la deuxième fois que le prix des carburants augmente : le super passe de 2,75 F le litre à 2,86 F, l'ordinaire de 2,54 F à 2,65 F. Le gaz-oil et le fuel domestique en sont, eux, à leur troisième augmentation depuis janvier. Le gaz-oil augmente de 6 centimes et le fuel de 5 centimes. Cela donne respectivement 1,85 F le litre et 1,03 F. Récemment, dans certaines régions, les agriculteurs avaient du mal à trouver du gaz-oil pour leurs tracteurs. Les pompistes n'étaient pas approvisionnés. Les compagnies pétrolières, au courant de la hausse, gardaient leur gaz-oil acheté à bas prix pour le revendre bien plus cher. Les compagnies pétrolières, bien sûr, ne sont pas hostiles à cette hausse. Chalandon, PDG de Elf, parlait depuis quelque temps d'une limitation de la consommation, soit par le rationnement, soit par la hausse. Elles trouvent que l'augmentation n'est pas assez forte.

Pourtant, le rapport officiel remis à la commission énergie, pour la préparation du 8e plan, contredit les bruits de « hausse perpétuelle du pétrole brut ».

Il montre, au contraire, que, à cause de la baisse du dollar, le pétrole brut n'a cessé de diminuer depuis 1974. En page 27 de ce rapport, on peut lire que le prix de la tonne est passé de 591 F à 563 F en 1976 et 485 F en 1979. Les experts du gouvernement reconnaissent et écrivent que le prix du brut a baissé de 20 % depuis 1974. En même temps, le litre de super augmentait de 5 %, ce qui fait une différence de 25 %. Ces hausses que rien ne justifie sont allées en partie dans la poche de l'Etat qui encaisse 70 % du prix du litre et, d'un autre côté, dans les poches des grandes compagnies. En trois mois, les profits d'Exxon ont augmenté de 37 % dépassant 995 millions, ceux de Texaco 81 %.

Mais tout laisse à penser que ce n'est pas la dernière hausse : la presse parle, en effet, de nouvelles hausses dues à la « remontée » du dollar. Elle fait courir le bruit, sans fondement, d'une réduction de la production du pétrole par les pays arabes.

Barre nous prépare-t-il une libération prochaine du prix des carburants ?

Leon GLADEL

# OUVERTURE DU 38e CONGRES DE LA CFDT

**I**L est 9 h 15. Le 38e congrès de la CFDT se met en place. Les délégués affluents, les salles s'animent. A l'heure qu'il est, une motion d'ordre présentée par le syndicat de la métallurgie d'Orléans circule et a déjà recueilli de nombreuses signatures. En voici le texte :

« Etant donné la place qu'occupe l'industrie sidérurgique dans le plan de restructuration du gouvernement Barre et sans présumer de la décision du syndicat de la métallurgie de Dunkerque concernant les problèmes intervenus et propres à la section CFDT d'Usinor-Dunkerque, les délégués du 38e congrès demandent que Claude Bernard, élu délégué par son

syndicat le 29 mars au congrès confédéral, puisse exprimer devant le congrès le point de vue des travailleurs d'Usinor-Dunkerque et des métallos de la région sur le rapport d'activité dans le cadre de la discussion générale ».

congressistes, il est à noter qu'à l'heure qu'il est, le stand de presse n'est alimenté d'aucun journal « d'organisations politiques ». Ne sont présents que le Monde, le Matin, Libération et Ouest-France, ainsi qu'un journal régional, le Canard de Nantes à Brest.

D'autre part, en ce qui concerne l'information des

Gilles CARPENTIER

# Longwy : les forces de ré- pression en échec

Longwy,  
de notre envoyé spécial

**U**NE fois de plus, lundi 7 mai, les travailleurs de Longwy ont manifesté leur volonté de lutte et leur détermination. Tout a commencé à 15 h 30 lorsque le directeur d'Usinor-Longwy, Bonaud, a reçu dans son bureau la visite inattendue de plusieurs dizaines de sidérurgistes CFDT et CGT.

« A L'ACIERIE »

De quoi s'agissait-il ? Alors que les sidérurgistes d'Usinor-Longwy sont en grève, il s'agissait de le contraindre à engager des négociations pour satisfaire les revendications, notamment le maintien de la quatrième équipe à l'aciérie.

Dans son bureau, Bonaud, entouré par les travailleurs, était soumis à un feu roulant de questions. Il admit que la direction d'Usinor voulait effectivement supprimer la quatrième équipe à l'aciérie, ce qu'elle avait nié jusque là.

De nombreux sidérurgistes étaient partisans de le conduire à l'aciérie occupée afin de poursuivre la discussion. « A l'aciérie ! A l'aciérie ! » criaient de nombreux sidérurgistes CFDT et CGT. L'usine est en effet le terrain des travailleurs, qu'eux seuls connaissent bien. Dans le passé jamais les CRS n'ont osé y pénétrer. L'aciérie est semée d'embûches terribles qui pourraient devenir fatales aux flics. Voilà pourquoi de nombreux travailleurs souhaitent que la discussion se poursuive à l'aciérie.

Mais finalement, la « négociation » se poursuit dans les grands bureaux. Vers 18 h, un groupe de cadres manifestait pour demander la « libération » de Bonaud. Ils étaient immédiatement suivis par les CRS qui prenaient position devant les grands bureaux d'Usinor. Aussitôt, la défense s'organisait. Des sidérurgistes mettaient en batterie des lances à incendie. Les mains s'armaient de barres de fer, de bâtons. Si les

Suite page 4

# «Recentrage» : un exemple la sidérurgie

Le recentrage, la ligne qu'impulsent certains responsables confédéraux et qu'ils se proposent de faire entériner par le congrès ? Quel meilleur exemple que la sidérurgie, là où patronat et gouvernement sont en train de porter leurs coups les plus rudes — plus de 20 000 licenciements — pour mesurer ce que donne cette ligne dans la pratique.

**O**N pourra lire ci-dessous un document édifiant que les travailleurs ont pu se procurer pendant leur lutte et qui nous a été transmis par l'intermédiaire de notre Bureau de presse du Nord tout récemment. Il émane des artisans du plan de licenciement et son authenticité ne fait aucun doute.

geants absents lundi, pourrions, s'il est inexact, en démentir le contenu. La personne qui nous a répondu n'avait pas connaissance d'une telle réunion dont l'existence est pourtant plus que probable. Les exploités sont certes capables de toutes les falsifications, mais s'ils avaient monté cela pour nuire à la CFDT, ils l'auraient fait connaître depuis longtemps.

tée aux dirigeants de la FGM est d'ailleurs dans le fil de celle qu'exprimait Jacques Chérèque le 26 septembre 1978 dans une interview au journal Libération. Quelques semaines après les licenciements qui avaient frappé la navale, il déclarait en effet : « Dans certaines branches une reconversion partielle paraît inévitable mais nous sommes en désaccord total avec la manière selon laquelle on y procède. Au lieu d'abattre des pans entiers de l'activité industrielle il faut l'orienter vers d'autres productions dans le cadre d'un autre développement ». Il était question là des secteurs et entreprises menacés comme la sidérurgie, la réparation navale et Boussac.

Accepter, participer à, et même solliciter des réunions avec les patrons en pleine offensive sans qu'il y ait rapport de force : voilà la logique du recentrage qui a conduit Chérèque à rester à la table de négociation alors que les CRS frappaient sauvagement les sidérurgistes de Denain le 7 mars. Les résultats de ces discussions, étalés sur des mois, on les connaît : du temps gagné pour les licenciés et rien pour les travailleurs ! Si on ajoute à cela la suspension de la section d'Usinor-Dunkerque, en pleine grève, à quelques jours d'un rassemblement des sidérurgistes à Dunkerque, on a une image bien sombre de l'application du recentrage.

Nous avons pris contact avec la FGM dont les diri-

La position qui est pré-

# L'entrevue Etchegaray - Chérèque du 4 janvier 1979

Plus de deux mois avant l'ouverture officielle des négociations avec les maîtres de forges, une délégation de la FGM-CFDT, conduite par Jacques Chérèque, avait demandé et obtenu une entrevue (secrète ?) avec Etchegaray, le PDG d'Usinor.

Nous publions ci-dessous, intégralement, un compte rendu patronal de cette réunion rédigé par Girgiel, représentant de Châtillon-Neuves-Maison (le troisième personnage, Jean-Marie Nathan-Hudson est directeur général adjoint du groupe Usinor-CNM; chargé du personnel et des relations extérieures). La lecture de ce document « Entrevue avec la CFDT » du 4 janvier 1979 est édifiante.

**A**LA demande de la CFDT, Monsieur Etchegaray, assisté de Messieurs Nathan-Hudson (Usinor) et Girgiel (CNM), ont reçu le 4 janvier 1979 après-midi à Usinor une délégation interne de cette organisation syndicale (voir composition en annexe).

tion industrielle apparaissait nécessaire, l'ampleur des annonces de suppressions d'emplois est trop brutale, et ils déplorent l'absence ou la méconnaissance des solutions préalables pour résoudre les problèmes humains et l'équilibre de l'emploi dans les régions touchées. A ce titre, la CFDT désire une réunion tripartite avec les pouvoirs publics.

saisir en premier lieu le CCE et les CE, mais il est prêt à entamer un dialogue pendant les délais de prévenance.

Concernant le volet industriel, il explique les choix industriels, usine par usine (des documents techniques sur Denain et Longwy sont distribués). De larges excédents de capacité nécessitent l'arrêt des outils les moins compétitifs, afin de consolider les autres unités et éliminer progressivement les pertes, ceci sans entamer nos positions commerciales dans les années à venir, puisque les besoins en acier ont été calculés de façon à permettre la saturation en demi-produits des laminoirs restants, c'est-à-dire les plus compétitifs.

Pour le volet social, les représentants CFDT demandent l'allongement des délais afin qu'une solution de rattachement existe avec la création de nouveaux emplois, ainsi que l'applica-

tion d'un programme social étudié notamment avec les instances communautaires. En particulier, sur la réduction du temps de travail pour les FC, la CFDT admet la non compensation des astreintes rendues moins importantes.

Monsieur Etchegaray, en résumé, indique qu'il avait à prendre lui-même des responsabilités industrielles dont les conséquences sociales sont douloureuses. Mais on se préoccupe du reclassement et il pense que des annonces de créations d'emplois seront faites en temps voulu.

Il est prêt à recevoir les autres organisations syndicales des deux sociétés, si elles le souhaitent.

Il est d'accord pour prévoir une réunion avec toutes les organisations syndicales au niveau des deux principaux groupes sidérurgiques français.

Quant à une réunion tripartite, Monsieur Etchegaray n'y serait pas opposé

si elle ne cherche pas à remettre en cause les responsabilités respectives des différentes parties et si elle a pour objet de classer les problèmes pour définir ensuite qui est susceptible de les résoudre ; mais il appartiendra aux organisations syndicales de la demander aux pouvoirs publics.

W. GIRGIEL

Ce document révèle toute l'hypocrisie de Chérèque qui prétend défendre les intérêts des sidérurgistes. En effet, Chérèque ne condamne pas la restructuration de la sidérurgie qu'il juge « nécessaire », il ne s'oppose pas aux licenciements, mais il estime — à la manière de la CGC ou de FO — qu'on aurait dû être un peu moins « brutal ». La FGM se contentait tout bonnement de demander un « allongement des délais ». On a donc tout

lieu de croire qu'après la réunion de synthèse du 6 avril dernier, la lutte pour Maire et Chérèque est terminée puisque Etchegaray, bon prince, a annoncé l'étalement de certains licenciements sur une année... L'on notera que lors de cette rencontre, Etchegaray se paie le luxe de moucher Chérèque en lui reprochant l'illégalité de l'entrevue !

Nous posons la question : cette entrevue était-elle connue des métallurgistes CFDT ? Si oui, en ont-ils eu un compte rendu ? Si non, n'est-on pas en droit d'affirmer qu'il s'agissait d'une entrevue secrète. Nous attendons, bien sûr, un démenti de Monsieur Chérèque.

Quoi qu'il en soit, dès le 4 janvier, moins d'un mois après l'annonce des licenciements, Chérèque avait déjà complètement capitulé devant les maîtres de forges.

Rémi DAINVILLE

## les Chefs à l'affiche



# DANS L'ACTUALITE

Suite de la page 3

flics intervenaient, il y aurait combat. La tension était assez vive. Il n'était pas question de laisser sortir le directeur.

Les travailleurs en lutte imposaient des négociations, on leur envoyait les CRS, stationnés en permanence à Longwy depuis plusieurs jours.

## LE SOUTIEN DES TRAVAILLEURS DE LA VILLE

Pendant ce temps, en ville, dans les usines, la nouvelle de l'intervention policière se répandait petit à petit. Une sirène se mettait à hurler, signal de ralliement. Peu à peu, et de plus en plus nombreux, des travailleurs arrivaient, déterminés à faire face aux flics.

Le rapport de force évoluait de plus en plus nettement en faveur des travailleurs et de la population. Les forces de répression avaient en face d'elles d'abord des centaines puis des milliers de personnes,

hommes, femmes, Français, immigrés, jeunes, vieux, prêts à l'affrontement pour faire face à l'agression policière.

Les CRS, au contact direct avec les travailleurs, n'en menaient pas large. Des engins transportant des grosses bobines de fer constituaient une barricade.

Le pouvoir avait sans doute pensé que ses CRS n'auraient en face d'eux que quelques travailleurs, que la mobilisation populaire ne se ferait pas. Mauvais calcul ! Des milliers de travailleurs décidés étaient là, venus à l'aide de leurs camarades.

Le directeur demandait aux flics de ne pas intervenir. Finalement vers 21 h, les CRS qui avaient été envoyés là pour agresser les sidérurgistes et faire sortir le directeur, recevaient l'ordre de se replier. La riposte populaire avait été suffisamment puissante. Tandis que les CRS se repliaient, les travailleurs les poursuivaient.

Une fois de plus, M. Porcu, député PCF de Longwy, allait s'interposer entre les CRS et les sidérurgistes et s'agitait en tous sens, les



## Dunkerque, Denain, Longwy, solidarité !

Journée de solidarité organisée par le PCML

A FAMECK, LE 13 MAI

bras écartés en criant : « Arrêtez, arrêtez ! ». Tandis que de nombreux sidérurgistes voulaient en découdre avec les CRS et leur donner une correction, il faisait barrer la rue pour empêcher les travailleurs d'avancer. Néanmoins, grâce à leur mobilisation, les travailleurs de Longwy ont remporté une victoire dont ils peuvent être fiers. Ils ont mis en échec les forces de répression.

Après le retrait des forces de police en direction du commissariat, la négociation se poursuivait avec Bonaud. Mais la direction générale d'Usinor annonçait que le directeur de Longwy n'avait

aucun pouvoir et que les décisions qu'il pouvait prendre seraient sans aucune valeur.

Face à cette situation, devant environ un millier de travailleurs, aux environs de 23 h, les syndicats CGT et CFDT annonçaient leur décision de relâcher Bonaud et de renforcer l'action dans l'entreprise.

L'attitude adoptée par la direction générale d'Usinor est la preuve de sa détermination à appliquer par tous les moyens son plan de restructuration et de licenciements. Face à un ennemi intransigeant, la solidarité nationale de tous les travailleurs s'impose.

Pierre BURNAND

## FOS-SUR-MER

# Les travailleurs continuent l'action malgré les menaces

Correspondant

LES derniers jours ont été fertiles en événements : la direction, les patrons de la sidérurgie se sentent de plus en plus acculés et multiplient les manœuvres :

— Jeudi, elle fait intervenir les CRS et les gardes mobiles après un CE où elle annonçait la mise à pied immédiate des délégués Dhes (CGT) et Claireau (CFDT) contre le vote du CE ;

— Vendredi matin, elle lève le chômage technique ;

— A 13 heures, elle fait intervenir un commando de nervis (cadres et individus de l'AOP du RPR) qui blessent plusieurs grévistes ;

— Dans la nuit, elle tente un coup de force par la multiplication des provocations ;

— Samedi matin, elle envoie des gens dans les quartiers de Martigues, Port-de-Bouc, Fos, faire du porte-à-porte et inciter les travailleurs à reprendre le travail, à ne pas écouter les syndicats ;

— Lundi, elle menace de fermer l'usine pour deux mois si le travail ne reprend pas.

Toutes ces manœuvres échouent !

Les travailleurs avec leurs organisations syndicales CGT, CFDT et CFTC analysent la situation en permanence, le rapport de force et déjouent toutes les manigances patronales :

— Jeudi, ils évitent l'affrontement d'ampleur avec les flics car ceux-ci sont plus nombreux ;

— Vendredi, ils décrètent la grève ;

— Ils ripostent comme il se doit aux nervis et aux jaunes ;

— Samedi, ils lèvent les piquets de grève et occupent les hauts fourneaux, l'aciérie, les laminaires ;

— Ce lundi, ils discutent de la nouvelle situation et de la continuation de l'action dans les meilleures conditions. Plusieurs propositions sont faites et rien n'est tranché à cette heure.

Si la direction croit avoir les travailleurs à l'usure, elle se met le doigt dans l'œil jusqu'à l'épaule !

Les ouvriers de la Solmer sont fermement décidés :

— Aucun licenciement !

— Satisfaction des revendications !

Conclusion : Solmer ne tournera qu'à ces conditions.

## USINOR-MARDYCK

# Après la grève, la direction tente de briser la combativité

LE 10 avril 1979, la direction d'Usinor-Mardyck annonce la mise en chômage technique. La grève d'une semaine avec occupation constitue la riposte immédiate des travailleurs. C'est la première lutte de cette envergure à Usinor-Mardyck et c'est bien pour cela que la direction réagit par la répression syndicale : cinq militants CFDT mis à pied pendant huit jours — procédure de licenciements contre deux délégués CGT.

Les motifs : « récidive des piquets de grève » et « propos graves » ! C'est une attaque au droit de grève et à la liberté syndicale ! Il s'agit pour la direction de porter un coup d'arrêt à la volonté de lutte que les travailleurs ont montrée

dans la grève. La riposte doit être massive et immédiate à de telles menaces, car Usinor veut tester par là la combativité des travailleurs et si ces licenciements passaient, d'autres sanctions suivraient sous le moindre prétexte ! Ne l'oublions pas, la direction d'Usinor est très forte sur ce point : « Une meilleure rentabilité passe par une diminution des effectifs » ! La restructuration de la sidérurgie, cela veut dire aussi mise au pas des travailleurs ! Aussi, l'enjeu est-il de taille. Il y va de l'avenir des luttes à Usinor-Mardyck et ainsi que le conclut un tract de la CGT : « Une riposte massive et unie doit s'organiser contre les sanctions, contre les licenciements, pour nos revendications et nos salaires. »

trente-cinq heures : « Aujourd'hui, il serait très grave pour les entreprises de faire face à une augmentation de leurs coûts liée à une réduction de la durée du travail ». Barre a une fois de plus expliqué qu'il fallait équilibrer la balance du commerce extérieur et, pour cela, augmenter le prix du carburant. En effet, le pétrole serait « un élément de la hausse des prix ». Et voilà. Pour que les patrons des monopoles français soient les meilleurs, il faudrait que les travailleurs se serrent encore plus la ceinture.

Barre a reconnu que « l'Allemagne a l'économie la plus puissante de l'Europe ». Pourquoi la France

ne serait-elle pas capable de rivaliser ? Pour les patrons, il ne s'agit pas, bien sûr, de reculer devant les autres monopoles allemands ou européens, mais bien de rivaliser avec eux et de les dépasser. La campagne de Barre est caractéristique : il dit qu'il ne laissera pas tomber son drapeau et justifie toutes ses mesures d'austérité par la concurrence avec les autres pays d'Europe.

Loin d'être sur le déclin, les monopoles français veulent, comme l'a dit Giscard, « rejoindre le peloton de tête ». Ils peuvent et doivent payer. A nous de les frapper à la caisse.

Léon CLADEL

# OUVERTURE DU 23e CONGRES DU PCF

# Le sens d'une unanimité de façade

Perpétuer une stratégie qui mène les travailleurs à l'impasse

« Le 23e congrès du Parti communiste français sera un congrès d'ouverture », celui d'une « approbation massive des communistes à l'égard de la politique, de l'activité de leur parti ». Voilà en quels termes le secrétaire général du PCF clôture la discussion du congrès dans une tribune offerte par la « presse bourgeoise », en l'espèce *Le Monde* du 5 mai. Enorme pied de nez de Georges Marchais aux militants de son parti.

QUI peut être abusé par le tableau idyllique brossé par le dirigeant d'un parti dont chacun sait — et ses militants mieux que personne — qu'il est malade. Malade d'une politique qui lui fait suivre le chemin inverse de celui qui pourrait conduire à son objectif socialiste proclamé.

Bien entendu, il y a eu un projet de résolution, une discussion, des réunions de cellule, des conférences de section et de fédération et, mercredi, un congrès quasi unanime qui, selon les termes de Marchais « à bulletins secrets élira des femmes et des hommes chargés d'appliquer, dans un esprit offensif, la politique voulue par le Parti ». Les apparences, en même temps que l'essentiel, seront sauves pour cette même direction. Mais elle est bien la seule qui y trouvera son compte.

## LES APPARENCES DE L'UNANIMITE

Apparences puisque l'unanimité ne sera là que pour mieux dissimuler les interrogations, les doutes, le désarroi qui touchent les

militants (20% au mieux auront participé à la préparation effective de ce congrès). Déjà, la tribune de discussion, alimentée de manière privilégiée par les permanents fédéraux, membres des commissions centrales, quand il ne s'agit pas de membres du Comité central lui-même (tous présentés sous le candide anonymat de simples militants de leur cellule d'origine), n'avait fourni, en fait de débat, qu'une fastidieuse paraphrase du projet de la direction.

## UNE CRISE PROFONDE

Bien sûr, quelques contributions critiques ont été publiées. Mais bien choisies et aussitôt éreintées par des hommes de la direction, elles n'auront été utilisées que pour simuler la discussion « franche et libre » et administrer la preuve du caractère marginal de la critique. C'est pourtant tout le contraire qui se passe. C'est d'une crise idéologique, politique et organisationnelle en profondeur dont souffre le PCF. La floraison de livres, d'articles et de revues critiques n'en est

Suite page 6

## Barre et Simone Veil

# Encore un effort, c'est pour être compétitif en Europe

LA campagne est lancée. Hier, Simone Veil, tête de liste de l'UDF et ministre de la Santé, tenait une conférence de presse tandis que Barre parlait à Antenne 2 devant des journalistes italiens, allemands et anglais.

Simone Veil affirmait que l'Europe est « une nécessité politique » et que

l'élargissement est « une chance pour l'économie française ». De son côté, Barre a encore mieux précisé les propos de Veil : « Le problème décisif est la compétitivité de nos industries face à la concurrence internationale ». Pour Barre, tout doit être soumis à cet objectif de la compétitivité. Ainsi, il déclare à propos de la revendication des

Suite de la page 4

que le reflet, au même titre que les nombreuses démissions qui ont touché les comités de rédaction de sa presse centrale.

L'ESSENTIEL POUR LA DIRECTION : SAUVEGARDER SON INFLUENCE

Pour autant, la tenue du congrès et son caractère d'unanimité, même de façade, permettent de sauvegarder l'essentiel pour la direction : une organisation et des structures qui fonctionnent sous son autorité en même temps qu'une légitimité qui lui permettront de traquer les critiques, de démolir tous ceux qui voudraient redonner à ce parti le caractère révolutionnaire qu'il a irrémédiablement perdu et qui s'apprentent à engager (après d'autres) un vain et déprimant combat.

PERPÉTUER UNE STRAGÉGIE QUI MENE A L'IMPASSE

Mais l'essentiel n'est pas là. Avec ce 23e congrès va se perpétuer, à travers méandres et réajustements imposés par l'échec, une stratégie, une ligne politique bourgeoises qui, propagées et démultipliées par toute l'organisation du PCF et les mille liens qu'elle maintient avec la classe ouvrière, désarment et divisent celle-ci dans la lutte contre la bourgeoisie.

Mercredi s'ouvre le 23e congrès, témoignant tout à la fois de la force et de la faiblesse d'un PCF devenu révisionniste. Plus que jamais, notre mot d'ordre, c'est de s'adresser aux militants du PCF et de montrer fraternellement, mais sans complaisance, l'impasse à laquelle conduit la politique de leur parti et travailler avec eux à réaliser l'unité de la classe ouvrière. Avec audace.

Pierre MARCEAU

# Itinéraires de rupture avec le PCF

Aujourd'hui, Michel, ex-membre d'un comité de section parisien

MICHEL : J'ai adhéré au PCF en 1975 après avoir été longtemps sympathisant. Je lisais la presse du PCF, j'allais à des réunions publiques. Pourquoi j'ai mis si longtemps avant d'adhérer alors que d'autres le font beaucoup plus tôt ? Eh bien je crois que ça tient à ma position sociale. Bien que mes parents soient d'origine ouvrière et petits paysans, je ne fais pas partie moi-même de la classe ouvrière mais de ce qu'on appelle les couches intermédiaires. Ça veut dire qu'il y avait beaucoup de réalités qui m'échappaient et qu'il m'a été plus difficile de comprendre.

Donc j'adhère au PCF en 1975 mais presque uniquement sur des bases théoriques. Avec mon adhésion, qui s'est faite dans une cellule de quartier, j'ai découvert ce que c'était qu'un parti. Je précise, un parti et pas un parti marxiste-léniniste parce que j'ai vu assez rapidement un décalage entre la définition théorique d'un parti marxiste-léniniste et la réalité du PCF. En fait, ce n'est pas un parti révolutionnaire.

Bien entendu, ce que je te dis là, je ne m'en suis pas rendu compte dès 1975, parce que quand on fait les écoles du PCF, il y a toutes ces références qui font penser qu'il s'agit de marxisme. Et j'ai vu beaucoup d'ouvriers ou d'employés qui adhèrent au PCF à la suite d'une lutte ; ils ont pris conscience qu'il fallait être organisé contre la bourgeoisie et quelle organisation ?

Eh bien, la première, celle qui est partout, celle dont on entend parler : le PCF. Et pour le jeune ouvrier ou employé qui vient de traverser une lutte contre le patronat, le PCF peut apparaître comme une organisation vraiment révolutionnaire.

- HR : Tu parles des écoles du PCF. Lesquelles as-tu faites ? Les écoles élémentaires ?

MICHEL : Oui, les écoles élémentaires, les écoles fédérales, plus des stages pour les commissions auprès du Comité central. Donc en ce qui concerne le PCF, il s'agit bien d'une organisation qui défend les intérêts dont on se rend compte qu'ils sont bien souvent en contradiction avec les intérêts immédiats des travailleurs qu'elle est censée défendre. Tout ceci, je m'en suis aperçu parce que, comme membre d'un comité de section, j'ai vu de près les positions prises vis-à-vis des luttes sur mon secteur.

- HR : Tu dis direction, mais c'était le comité de section.

MICHEL : Comité de section dans lequel se retrouvaient les responsables d'arrondissement de la CGT. A ce niveau, on voit bien le lien entre la CGT et le PCF.

Et ces militants qui sont cadres intermédiaires du PCF et responsables de la CGT sont le véritable point de relation entre le PCF et la masse des travailleurs. D'ailleurs, ces camarades responsables ont une activité beaucoup plus grande au sein du PCF que les cadres locaux sur lesquels ils ont souvent la prééminence dans les faits. Tout ça pour dire que le PCF, ce n'est pas une organisation superficielle mais qu'il a des attaches profondes dans la classe ouvrière, ce qui ne veut pas dire qu'il en représente les intérêts.

Par contre, il se prévaut de ces attaches pour se présenter vis-à-vis des travailleurs comme leur défenseur.

- HR : Ces liens entre le PCF et le syndicat ne sont pas choquants en eux-mêmes. La question qui est posée, c'est celle de la politique défendue par ces militants dans les syndicats et plus largement l'attitude du PCF à l'égard des luttes. Peux-tu donner des exemples de cette contradiction d'intérêts entre PCF et travailleurs, dont tu as parlé ?

MICHEL : Bon. Par exemple, il y a eu des luttes chez Calberson qui étaient des

luttes sur les conditions de travail. Les travailleurs de chez Calberson avaient entamé la lutte de façon très spontanée ce qui, bien sûr, était préjudiciable à la lutte elle-même qui partait un peu dans tous les sens. Mais l'intervention du PCF ne s'est pas faite tant pour organiser cette lutte que pour y faire passer à son profit sa ligne. C'était au moment des élections. A tel point qu'il y a eu des membres du PCF qui ont appelé à se prononcer contre des dirigeants CGT qui étaient aussi membres du PCF.

Par ailleurs, il y a l'expérience du travail militant sur le quartier. Là, on était écartelé entre le souci de connaître et de prendre en compte les revendications, par exemple, des nombreux travailleurs immigrés d'origine ibérique et la direction qui nous pressait de transformer tout le monde en bulletins de vote pour le Programme commun.

A un autre niveau, il y a aussi l'affaire de Manufrance. Gadot a mangé le morceau, bien que dans le PCF, ça se savait déjà, à savoir que Doumeng avait eu une réunion avec Gadot-Clet avant que celui-ci n'accepte de prendre la direction

de Manufrance. Doumeng avait vu également le ministre de l'Équipement, le maire PCF de Saint-Etienne et Gosnat, le trésorier du PCF était aussi dans le coup. Et il y a eu concertation entre Doumeng, un membre du PCF qui n'a aucune responsabilité et qui n'a rien à voir avec la ville de Saint-Etienne qui ne pouvait faire aucun marché avec Manufrance, bref, qui n'avait aucun lien avec cette histoire et Gadot-Clet, sur un plan de relance transitoire au moment des élections. Ce que le patronat voulait, c'était clair, c'était la liquidation de Manufrance. Ce que les travailleurs veulent, c'était clair aussi, c'est le maintien de leur emploi. Alors pourquoi une solution batarde cautionnée par le PCF. On ne peut être que très circonspect sur l'attitude du PCF dans cette affaire quand Gadot-Clet raconte : « Oui, j'ai vu Doumeng, oui, il m'a tutoyé, il m'a laissé entendre qu'il avait pris des assurances et qu'on

pouvait appliquer mon plan ». Ce plan, qui était un compromis provisoire entre la volonté des travailleurs et les décisions du capital. Et aujourd'hui, on liquide pour de bon. Alors, quel rôle a joué le PCF ?

## Dans le PCF, se trouvent beaucoup de militants qui se posent des questions. Que vont-ils devenir à ton avis ?

### Et les prosoviétiques ?

Dans ma cellule, il y avait également une catégorie assez particulière de militants. Ceux qu'on appelle des « soviétiques ». Ce sont des membres du PCF qui doivent tout — et leur position sociale en particulier — au PCF et à l'URSS. Des liens si forts qu'ils en font des inconditionnels.

- HR : Des liens de quelle nature ?

MICHEL : Eh bien, par exemple, ce sont des gens qui occupent des places dans des sociétés qui ont partie liée avec le PCF ou avec l'URSS. D'ailleurs, quand j'ai été licencié de ma boîte après une lutte, on m'a fait la proposition de suivre une filière de ce genre qui m'aurait définitivement attaché au PCF. Ce genre de militants ont en général une longue expérience politique qui, pour certains, remonte à la lutte contre l'occupant nazi. Ces militants n'ont pas de responsabilités officielles dans le PCF mais on les trouve dans les commissions techniques qui sont nombreuses autour du Comité central et ils ont tissé entre eux des liens du même type que ceux qui se créent dans la bourgeoisie.

En fait, à un certain niveau, il est très visible ce lien qui existe entre le PCF et l'URSS. On s'aperçoit qu'il ne s'agit pas de simples coïncidences. Quelquefois la corrélation est très visible comme dans l'affaire du Vietnam. Pourquoi Andrieu maintenait qu'il n'y avait pas de Vietnamiens au Cambodge alors que ceux-ci le reconnaissaient quelques jours après et que Paul Laurent a été obligé de démentir Andrieu. En fait, les deux savaient très bien ce qui se passait et dans une action tactique, ils ont menti. Et la tactique s'appuyait sur une logique qui n'est pas seulement celle du PCF. C'est comme ça que la liaison avec le plan international éclaire bien des positions « bizarres » du PCF.

MICHEL : Tu vois, une chose m'a frappé, c'est le nombre de camarades qui militaient beaucoup et qui, du jour au lendemain disparaissaient du jour au lendemain pendant de longues périodes pour refaire surface à l'occasion d'un événement : une élection ou par exemple la récente campagne sur le Vietnam. Avec cette campagne, dans mon quartier, il y a des militants qui ont remilité et qui ne l'avaient pas fait depuis six ou sept ans.

Donc, il y a un va-et-vient de militants qui, successivement, « montent au front ». Si bien que dans une cellule où il y soixante adhérents, on en trouve une dizaine qui militent, mais ce ne sont jamais les mêmes. Ils sont là selon la tournure de la lutte politique. Parmi ces militants, il y en a beaucoup qui quitteraient le PCF s'ils poussaient jusqu'au bout leur réflexion. Dans la mesure où ils ne le font pas, ils restent dans la mouvance du PCF et, au besoin, selon l'actualité, ils peuvent remilitier en fonction de leur sensibilité.

Ça a été comme ça pour ceux qui ont milité pour le Programme commun ou pour le Vietnam. Il y a aussi ceux, qu'on ne voit qu'à

l'occasion des élections : coller des affiches, tenir les bureaux de vote.

- HR : Il y a ceux dont tu parlais tout à l'heure, qui sont dans le syndicat.

MICHEL : Oui, en fait, les seuls qui ont véritablement une activité permanente et continue, ce sont eux.

- HR : L'échec de mars, ça a eu quelle importance pour toi et autour de toi ?

MICHEL : L'échec de mars a été évidemment ressenti comme une grande déception. Pas tellement pour moi parce que je savais déjà que ça serait un échec sans savoir exactement la forme qu'il prendrait. D'ailleurs, dès juin 1977, le secrétaire de section expliquait devant moi — sans doute à dessein — que l'Union de la gauche n'aboutirait pas, que malgré tout, il faudrait toujours l'union et il parlait déjà d'union à la base. Ce qu'il me disait, c'est que je n'avais pas besoin de crier haro sur l'alliance avec les socialistes, que ce n'était pas la peine de faire le dénonciateur de l'Union de la gauche, puisque la direction le suivait, etc.

Donc, à un certain niveau, il n'y a pas eu de déception mais à la base, si. L'autre déception, ça avait été pour tous ces militants qui avaient adhéré sur les bases Union de la gauche, la théorie du virage à droite du PS. Ça s'est mal passé. Et c'est parmi ces militants qu'on retrouve le plus grand nombre de ceux qui, aujourd'hui, n'ont pas repris leur carte. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne les retrouvera pas en 1981 parce que du PCF, ils ont fait l'expérience d'une organisation assez efficace et qui reste pour eux la plus proche des travailleurs.

- HR : Pourquoi tu t'es finalement tourné vers le PCML et comment l'as-tu connu ?

MICHEL : C'est avec la lecture de L'Humanité rouge que j'ai connu le PCML. Là où vraiment la démonstration a été faite, c'est au moment des élections de mars 1978. Après le premier dimanche, pour moi, ce n'était pas la peine, c'était clair, il n'y avait plus que l'abstention et la seule formation qui a eu ce mot d'ordre, ça a été l'Union ouvrière et paysanne soutenue par le PCML et le PCRM.

Par la suite, comme je posais des questions de plus en plus précises et fournies, ma sincérité à l'égard du PCF a été vite mise en doute et on m'a soupçonné d'être soumis à des pressions trotskystes ou alors sensible à l'idéologie bourgeoise. Je dois dire que ça a été une période difficile. Et puis, finalement, ils ont vu que cette explication ne collait pas, ils ont dû reprendre mon dossier à la Fédération de Paris. Avec l'affaire du Vietnam, c'est devenu encore plus net de ma part. Il y a eu alors un changement d'attitude à mon égard. On a cessé de me heurter de front avec les discussions sur l'Erythrée et le Vietnam. Ils ont compris que j'étais en relation avec des gens organisés qui avaient une analyse politique et une certaine connaissance du PCF. Pourtant, ils ont fait comme si de rien n'était, ils ont essayé de me faire reprendre ma carte.

En ce qui concerne le PCF, tout n'est pas encore clair pour moi mais je suis arrivé à un minimum de compréhension et ce minimum est déjà trop important pour que je puisse continuer à rester au PCF.

# GENERATION DE LA POLICE CG



Le cortège des policiers lors de la manifestation du 23 mars. Leur revendication : plus de policiers — n'amène qu'à un renforcement de cet appareil d'oppression du peuple

## Au conseil des ministres

# D'avantage de flics affectés aux tâches de répression

Le conseil des ministres a décidé de remettre 4 300 policiers dans le service actif, c'est-à-dire dans la rue. Bonnet a eu beau jeu d'invoquer la sécurité des Français et la série d'attentats qui s'est produite, il y a 8 jours, pour justifier plus de flics affectés à des tâches de répression. Plus que la délinquance, les immigrés, les travailleurs en lutte sont des cibles principales du pouvoir et de la police.

**L**E dernier conseil des ministres a décidé de remettre en service actif 4 300 policiers (1 300 cette année, 3 000 dans les trois prochaines années). Ces policiers travaillent dans les bureaux, sont chauffeurs des ministres ou des huiles des différents ministères, jardiniers, etc. Ils retourneront donc opérer dans la rue,

mois pour les gardiens de la paix, de onze à seize mois pour les inspecteurs). Bien sûr, c'est au nom de la « sécurité des Français », de la lutte contre la criminalité et la délinquance que ces mesures ont été prises.

### L'ALIBI DE LA SECURITE

A plusieurs reprises, nous avons eu l'occasion d'écrire dans *L'Humanité rouge* que la délinquance et la criminalité n'avaient pas augmenté de manière alarmante dans le pays. Ce qui augmente, c'est surtout la petite délinquance, celle qui provient des gens du peuple, celle qui résulte de la crise des bas salaires, du chô-

mage, etc. Une telle délinquance est montée en épingle par le pouvoir qui l'assimile à de la criminalité pour susciter une psychose de peur. Il lui est facile ensuite de justifier l'augmentation des forces et moyens de répression.

### DAVANTAGE DE POLICE : DAVANTAGE DE REPRESSION

Contre qui seront utilisés les policiers remis en service ? Certainement contre les travailleurs immigrés que le pouvoir veut expulser par milliers dans les mois et les années à venir. Plus de policiers dans les rues, dans le métro, c'est plus de contrôles contre les immigrés. Plus de policiers, c'est aussi plus de répression contre les travailleurs en lutte contre les licenciements.

Ces nouvelles mesures sont prises en même temps que le pouvoir et les capitalistes accroissent le chômage, essaient par la remise en cause du SMIC, par le développement des hors-statut, de faire pression sur les salaires.

En augmentant le nombre de ses flics en service et en les formant davantage, le pouvoir pense bien plus à la répression des travailleurs français et immigrés qu'à la délinquance, même s'il n'hésite pas à réprimer les gens du peuple qui, le plus souvent, commettent de petits délits.

### LES DIRIGEANTS DU PCF EN REDEMANDENT

Le plus curieux dans cette affaire, c'est que les dirigeants du PCF en redemandent. *L'Humanité* du jeudi 3 mai a brandi les promesses d'embauche de 10 000 policiers du programme de Barre faites à Blois, déplorant qu'elles ne soient pas tenues. Evidemment, ce journal déplore aussi l'envoi de policiers contre les travailleurs. Comme si la police précisément n'était pas faite pour ça depuis qu'elle existe dans les pays capitalistes. Les adhérents du PCF doivent demander des comptes à leurs dirigeants qui veulent renforcer l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, moyen d'oppression contre le peuple.

Henri MAZEREAU

# 40 millions pour fin juin

« La moindre participation matérielle nous aidera à résister »

**U**N camarade m'a parlé de la souscription : « Je viens d'avoir un enfant, et vu mon taux de présence à la maison, je me sentais impuissant à aider les camarades qui se battent avec le monarque de frie pour notre journal. Votre presse a fait beaucoup de progrès. J'ai pu m'en rendre compte. Il faut donc que ces progrès aient un impact et pour rien au monde nous ne devons avoir un échec pour des causes matérielles. J'ai donc fait des confitures pour les vendre aux ménagères qui ont, comme moi, leur marché à faire, ou, tout simplement, aux gourmands. Evidemment, ce sont toujours des petits sous. Mais nous avons déjà recueilli par ce moyen près de 100 F. C'est déjà ça ! J'avoue que ces 100 francs-là me semblent importants, surtout quand nous n'avons que cinq millions en l'espace de trois mois alors qu'il faudrait six millions par mois pour que notre presse ait la force de se mesurer aux attaques du système capitaliste. Ne nous laissons pas avoir à l'usure ! Pour nous, la moindre participation matérielle nous aidera à résister »

L'HUMANITE ROUGE Mercredi 9 mai 1979

## Culturel

### Le ciné-club de Saint-Brieuc

# Pour faire connaître le tiers monde

Récemment nous avons parlé du « Ciné-club anti-impérialiste » de Grenoble, de son expérience, de ses difficultés de son succès. Cet article a encouragé un camarade de St-Brieuc à prendre la plume pour nous parler du ciné-club auquel il participe. Nous invitons les camarades et lecteurs à nous raconter ce qu'ils font sur le front culturel, afin que leur expérience ne soit pas inutile et qu'elle soit partagée par tous les lecteurs. Cela permettra de faire connaître ce qui se fait d'intéressant dans le domaine des chorales, troupes de théâtre, participation à des festivals, réalisation de films, activité dans des maisons de jeunes et de la culture. C'est un moyen d'améliorer le contenu de la rubrique culturelle et de parler de la culture qui se fait au service des travailleurs. La culture doit devenir une arme au service de la lutte des travailleurs, elle doit être la plus acérée possible. Voici la lettre du camarade.

de s'informer sur les films sortis assez récemment, la difficulté pour les retenir et les recevoir à temps, le jour de la projection. Nous disposons cependant d'un atout important : le soutien matériel de l'organisation socioculturelle de la ville (salle, projecteur, projectionniste...). Certains films sont également diffusés dans la semaine, dans certaines écoles et lycées (curieusement surtout dans des écoles catholiques, peut-être parce que de nombreux catholiques progressistes participent activement à ce ciné-club : « 1% tiers monde », « Terre des hommes », « Comité catholique contre la faim et pour



Photo extraite d'un film de Sembene Ousmane (Sénégal)

« **J**USTE un petit mot pour vous dire l'intérêt que j'ai porté à l'article paru dans *L'Humanité rouge* du mercredi 28 mars 1979 intitulé : « A Grenoble, un cinéma dynamique ». Je participe également à l'animation d'un tel ciné-club à St-Brieuc depuis deux ans déjà et cet article m'a permis d'établir des éléments de comparaison au niveau de la qualité des films projetés, de l'impact d'une telle action d'information et militante... et un encouragement car il permet de rompre un certain isolement par rapport à ce genre d'expérience.

Malheureusement, ce ciné-club actuellement pose le problème de sa reconduction l'année prochaine. A cela une raison principale : la difficulté le développement ». Enfin, ce ciné-club est, je pense, un excellent moyen pour faire connaître le tiers monde au peuple de France et j'espère que cette expérience sera quand même renouvelée l'année prochaine. Prix des places : Chômeurs gratuit ; scolaires 5 F ; salariés 8 F.

## La troupe des Jacquous joue deux nouveaux sketches

**L**A troupe des Jacquous a présenté deux nouveaux sketches à la fête de la CFDT de la Sarthe lors du week-end du 1er Mai.

dans le sketch qui se termine sur une scène montrant la première réunion du comité de défense composé d'ouvriers et de paysans, d'employés, d'enseignants et de lycéens.

L'un des thèmes des deux sketches de la troupe des Jacquous évoque la répression syndicale. Ce sketch raconte l'histoire authentique du licenciement, en 1978, d'un délégué syndical CFDT, dans une papeterie du sud de la Sarthe, les établissements Allard de Varenne. Le délégué licencié, Roland Nuel, joue son propre rôle

L'autre sketch a pour thème l'exode rural et met en scène les grandes étapes de la transformation capitaliste de l'agriculture en France depuis le début du siècle et les grandes luttes paysannes qui s'en sont suivies, en puisant très largement dans la riche tradition de lutte de la paysannerie pauvre sarthoise.



La manifestation des lycéens de Rodez. Plus de 2 000 étaient dans la rue en soutien aux surveillants en grève contre la loi Beullac

## Plus de 2 000 lycéens dans les rues de Rodez

**M**ERCREDI 25 avril, un mouvement d'action a été décidé par l'ensemble des lycéens de Foch et de Monteil (les deux lycées publics de Rodez) en soutien à la grève des surveillants en lutte contre la loi Beullac qui prévoit la suppression de 3 000 postes à la rentrée de septembre 1979 et qui veut instaurer un véritable corps professionnel au sein de l'Education nationale.

Nous, lycéens, sommes directement concernés car les postes de surveillants constituent, pour les étudiants, leur principale ressource : en particulier, ceux issus des classes moyennes et ne pouvant pas se payer leurs études. Il est donc évident qu'une fois de plus, la sélection par l'argent s'affirme et s'accroît.

D'autre part, l'article 7 de cette dite loi pose des limites au recrutement des surveillants :

- Etre âgé d'au moins 25 ans (alors que c'est en début d'étude que les étudiants ont le plus besoin d'argent) ;

- Etre de nationalité française.

C'est pourquoi, jeudi, les lycéens en grève de Foch et Monteil descendaient dans la rue pour manifester leur mécontentement « Des pions, pas des trouffions », « Des lycéens, pas des prisons », « Public-privé, solidarité... » et par là-même appeler les établissements privés à se joindre à eux, étant aussi concernés. Le but de cette manifestation était une entrevue avec le préfet, entrevue qui nous a été refusée.

Cette manifestation qui regroupait plus de 2 000 lycéens prouve la solidarité qui existe entre tous les lycéens et leur détermination à ne plus se laisser faire.

Lycéens du cercle JCMLF  
Pierre OVERNEY

## Foyer d'adolescents occupé à Ajaccio !

De notre correspondant Corse

**L**ES six jeunes du foyer d'adolescents d'Ajaccio ont décidé d'occuper leur foyer pour s'opposer à sa fermeture. Voici les faits. Le propriétaire de « l'appartement-foyer » résilie le bail, les jeunes sont donc à la rue. La DDASS qui était au courant de cette échéance depuis trois mois n'a pratiquement pas cherché un autre lo-

cal, sa solution étant de reloger les jeunes de 16 à 19 ans dans un foyer de l'enfance au milieu de nouveaux-nés et d'enfants.

Les adolescents refusent cette solution, ils refusent d'être infantilisés, ils veulent un foyer pour adolescents pour eux d'abord et puis pour les futurs jeunes qui auront besoin d'un point d'attache, de rencontre, de soutien.

Ils refusent que l'on ferme le foyer sans même leur demander leur avis.

Leur avis en tout cas, ils l'ont fait connaître à présent en occupant leur foyer, en informant la population par communiqué dans la presse, par tracts, ils vont tenir une conférence de presse. Nul doute que la direction de la DDASS, la préfecture trépignent de colère en voyant ces « cas sociaux » comme ils disent la larme à l'œil, organiser et mener courageusement cette lutte. Par cette action, les adolescents prouvent qu'ils ne sont pas de « petits irresponsables » fautifs d'office de tous les voles comme on a voulu le dire dans le quartier. Comme nous le disait un jeune occupant, « on ferme ce foyer à Ajaccio alors qu'il y a de nombreux jeunes corses envoyés dans les foyers du continent avec le déchirement que cela comporte ». Les trois éducateurs du foyer se retrouvent devant un choix imposé par la DDASS : ou bien travailler au foyer de l'enfance sans adolescent et pour cause, ou bien le licenciement. Ajoutez à cela, l'accusation de manipulation de la part des éducateurs de « ces pauvres jeunes sans défense ».

Les jeunes sont bien décidés à poursuivre leur action, ils ont demandé un large soutien.

Notre Parti, pour sa part, l'apporte. Un communiqué de soutien est paru dans la presse.

SPIRAM (TOULOUSE)

## Les ouvrières ont préféré reprendre le travail dans l'unité

Toulouse, correspondant.

**A** PRES deux mois de lutte, les ouvrières de Spiram (Muret et Colomiers) ont repris le travail. Elles n'ont rien obtenu sur leurs revendications (conditions de travail, salaires). Batmal a même licencié une dizaine d'ouvrières. Le licenciement de certaines déléguées est encore en suspens.

Certes, Batmal a gagné la première manche et, pour l'ensemble de l'habillement local, cela n'est pas un facteur de mobilisation et d'encouragement. Mais, cependant, tout laisse à penser que de nouvelles bagarres seront engagées par les travailleuses de l'habillement parce que les conditions ne vont pas s'améliorer, loin de là.

Que ce soit sur les cadences, les salaires, les conditions de travail, les patrons continuent et vont continuer d'accroître leur exploitation, leur répression. Les ouvrières n'accepteront pas sans réagir cette situation.

A Spiram, si les ouvrières ont préféré reprendre le travail dans l'unité avant que le mouvement ne s'effiloche, leur volonté de continuer la lutte contre Batmal demeure et, après deux mois de grève, quand elles ont repris, elles ont remis à la direction une lettre indiquant entre autres : « Votre intransigence, votre cynisme pendant le conflit ne nous ont pas impressionnées. Au contraire, cela renforce notre volonté de nous battre encore mieux de façon encore plus unies contre votre dictature ».

Et contrairement à ce que souhaitait Batmal, les sections syndicales n'ont pas été détruites. Loin de là, la syndicalisation s'est renforcée et les élections au comité d'entreprise, qui doivent se dérouler prochainement à Colomiers, se préparent activement. D'autres conflits éclateront sûrement dans l'habillement. Déjà l'usine Mar de Bort-les-Orgues, appartenant à l'empire Bidermann, est en grève depuis une semaine contre le licenciement de deux ouvrières.

Il faut tirer les leçons des conflits passés et de celui de Spiram : c'est un mouvement d'ensemble de l'habillement et, dans un premier temps, une plus grande solidarité et des débrayages communs qui permettront d'arracher des victoires et de faire avancer des revendications communes pour tout l'habillement.

VITROLLES (BOUCHES-DU-RHONE)

## Expulsion pour un accident de la circulation ?

**A** BDERRHAMAN Fattah, marocain vivant en France depuis plus de dix ans, est marié et père de trois enfants nés en France, élevés à Vitrolles. Lui-même et sa femme travaillent à Vitrolles.

A la suite d'un accident de la circulation survenu en janvier 1978, il a été incarcéré pendant 4 mois et demi. Passé en jugement le 22 novembre, il a été condamné... à deux mois de prison ferme et dix mois avec sursis.

Un an après, c'est le prétexte invoqué par les autorités pour le faire comparaître devant la Commission d'expulsion, invoquant un « trouble de l'ordre public » (sous couvert d'une loi de 1945 répondant aux nécessités de l'époque).

C'est pourquoi, à l'appel du PCML, du PS, du PCF, du PSU, des unions locales CGT et CFDT, de la FEN, des Immigrés de la JOC, du Centre d'expression populaire, de l'Amicale des locataires (CNL) et d'élus municipaux s'est constitué un Collectif anti-expulsion qui a entrepris de faire signer une pétition exigeant la levée des mesures d'expulsion contre Abderrhaman Fattah et a envisagé diverses actions.

### APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

### BORDEAUX

#### Fête-Forum sur la liberté d'expression, sur la culture et l'argent.

Cette fête est organisée par l'Association pour la défense et l'extension des libertés (21, rue Lalande, Bordeaux-33 000. Tel : 91 87 16), le samedi 12 mai à la salle Jean Lurçat à Begles.

Présence du théâtre de l'Héliotrope, des Tafurs, du groupe Urria, etc. Une fête des enfants aura lieu de 14 à 18 heures.

### 9e RENCONTRES THEATRALES A SEVRES

Soixante spectacles du 26 mai au 4 juin 1979. Organisés par l'association « Rencontres théâtrales ». Renseignements : Tel : 605 35 11 ou 626 56 10.

### VILLENEUVE D'ASQ

#### La situation aux Comores.

Meeting organisé par l'ASEC, le 9 mai à 21 heures à la cité scientifique de Villeneuve d'Asq.

### MONTPELLIER

#### Anniversaire de l'indépendance nationale du Cambodge (Kampuchea démocratique).

Mercredi 9 mai, 20 heures 30. Salle des fêtes cité universitaire du Triolet (près de l'hôpital Guy de Chauliac).

Soirée de solidarité avec la lutte de résistance du peuple cambodgien contre l'agression et l'occupation vietnamienne organisée par le comité des patriotes du Kampuchea (Cambodge) démocratique, soutenu par l'AGEG (Gabon), l'ASEC (Comores), l'AFOM (Madagascar), l'UNECA (Centre-Afrique), l'UNEECI (Cote d'Ivoire), l'UEG (Guyane), l'AGEM (Martinique), l'UEH-CISNU (Iran) Perspective tunisienne (FI amel tounsi) et le Parti communiste marxiste-léniniste. Invité : Association France-Cambodge.

### MARSEILLE

#### Un après-midi-exposition, musique, débat sur l'Amérique latine.

Ce continent est-il si loin ? Quand on connaît la place du Crédit Lyonnais en Amérique latine, de Renault en Argentine, de Pechiney-Kuhlmann au Chili, les investissements de Lafarge et des Constructions métalliques de Provence au Brésil et au Mexique, des armements français sur ce continent.

Le samedi 12 mai

Centre culturel - Cours Julien à Marseille

15 : Exposition, concert par un guitariste uruguayen ;

17-19 h : Débat avec la participation d'économistes français et latino-américains.

Entrée gratuite, libre participation aux frais. C'est après-midi est organisé par le comité régional Provence de liaison et d'information sur l'Amérique latine.

### VITROLLES (BOUCHES-DU-RHONE)

#### La parole aux travailleurs

Réunion-débat organisée par le PCML, le samedi 12 mai de 16 heures à 19 heures à Le Bartas-Vitrolles.

Au programme

Interventions de travailleurs de la SNIAS, de la Soimer, d'Algeco, de la Perrière, d'employés communaux, d'enseignants et d'élèves du CES contre l'expulsion d'A. Fattah.

Intervention du PCML.

Débat, sangria.

### ELEVES INFIRMIERES

Une brochure du Comité de Parti régional Rhône-Alpes sur la lutte des élèves-infirmières sera bientôt disponible. Prix : 1 F 50, à la librairie La Force du livre, 33, rue René Leynaud - 69001 - LYON, vous pouvez déjà passer vos commandes.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boîte postale 61 - Paris Cédex 18.

NOM : ..... Prénom : .....

Profession : .....

Adresse complète : .....

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet

Rédacteur en chef : Jean Quercy

Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson

Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :

Annie Brunel

L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :

BP : 61 75861 Paris cédex 18

CCP : 30 226-72 D La Source

Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drufrage

Commission paritaire N° 57 902

Distribution NMP

Imprimerie La Nouvelle

Dépôt légal 2eme trimestre 1979

27e CONGRES DE LA FEDERATION FRANÇAISE  
DES TRAVAILLEURS DU LIVRE

# Quel syndicalisme pour préserver les acquis ?

Le 27e congrès de la Fédération française des travailleurs du livre CGT se tiendra du 8 au 12 mai prochains à la presqu'île de Giens. La FFTL, qui regroupe les syndiqués des imprimeries de presse et du labour, va tenir son congrès, trois ans après le 26e, à un moment où la restructuration de la presse s'accélère : concentration des groupes de presse, modification des circuits de distribution (fac-similé), etc. Le chômage s'accroît dans la profession et dans ce secteur où la CGT est fortement implanté ou même encore en position de monopole (les ouvriers de la presse), la question de fond est celle-ci : « De quelle fédération les travailleurs du livre ont-ils besoin ? » Elle est présente dans les colonnes de *l'Imprimerie française*, organe officiel de la FFTL, en cette période de préparation de congrès. Nous allons reprendre ici certains des problèmes évoqués ainsi que des extraits de contributions de syndiqués reçues par la FFTL.

**L**ES travailleurs du livre bénéficient encore d'acquis importants grâce à leurs luttes et à une syndicalisation importante et très ancienne. Ces acquis sont depuis plusieurs années remis en cause et parallèlement, le « paysage » professionnel a été profondément modifié. Au chômage aujourd'hui important dans ce secteur, lié à la concentration ainsi qu'à la modernisation accélérée des matériels, s'est ajoutée l'utilisation de salariés moins qualifiés et moins payés (travailleurs immigrés autrefois quasiment absents, femmes qui constituent 50 % environ des 30 000 employés de l'imprimerie : presse, labour et distribution).

## UNE BATAILLE JURIDIQUE ?

Dans ses textes, la FFTL

constate une dégradation constante des pratiques du paritarisme dans la profession, c'est-à-dire des négociations permanentes syndicats-patronat : « ... En effet presque plus rien n'est négociable ». D'autre part, les accords négociés auprès des fédérations patronales ne sont plus toujours appliqués par le patronat local des imprimeries de province par exemple.

En ce qui concerne les ordonnances sur la presse du 26 août 1944 sur la propriété des organes de presse, un groupe entier, le groupe Hersant, donne chaque jour la preuve que les concentrations dans la presse se font en dehors de la législation ou des accords en vigueur : ainsi, Hersant contrôle *l'Aurore* sans être propriétaire, en ayant placé des « pions » à lui aux postes de responsabilité. Mais est-ce que de nouvelles plaintes comme celles qui ont été déposées par

les syndicats de journalistes freineront le « dégraissage » économique et politique de la presse par Hersant ? C'est ce que semble penser la FFTL en qualifiant le renforcement de son action juridique de « dimension nouvelle à notre combat syndical ».

Elle souhaite mener une action juridique « offensive » et mieux analyser les conséquences de la restructuration de la presse pour adapter les structures syndicales et les structures de discussions ou de participation (les comités d'entreprises notamment).

Par exemple que veulent dire des accords au niveau d'un des journaux d'Hersant si une fusion progressive avec un autre journal est prévue ? Est-il sûr que le renforcement des actions juridiques amèneront Hersant à respecter les accords sur les garanties d'emplois. Lui pense que non.

## La situation dans l'imprimerie de labour (chiffres de 1977)

**L**E secteur (labour, reprographie, sérigraphie, reliure-brochure-dorure) concerne 130 000 salariés, dont près de 40 % dans la région parisienne. Les imprimeries de labour en France sont au nombre de 7 000 dont seulement 2 700 de plus de cinq salariés : la moitié des 130 000 travailleurs sont employés dans des entreprises de moins de 50 salariés.

La restructuration de ces dix dernières années a touché les grosses unités de production : les imprimeries de plus de 500 salariés sont pas-

sées d'une vingtaine à une dizaine. Ainsi, de 1973 à 1978, le groupe Néogravure est passé de 6 000 à 2 000 salariés (société SDF).

La concentration du labour, notamment menée par Suez et Paribas, s'est opérée également en « amont » et en « aval » des imprimeries : contrôle de la production de papier et de l'encre, ainsi que de l'édition et de la distribution.

En 1978, 35 % des salariés du labour gagnaient moins de 2 500 F par mois pour des horaires dépassant en moyenne les quarante heures hebdomadaires.

## « Il y a le racisme »

« Longtemps nos professions ont relativement peu connu le racisme. Nos traditions de solidarité mais aussi le fait que les patrons ne trouvaient pas les ouvriers très qualifiés dont ils avaient besoin dans les rangs des travailleurs immigrés, y ont été pour beaucoup. Mais les choses changent, et vite. Le matériel moderne permet l'utilisation de plus en plus massive de manœuvres, d'ouvriers

moins qualifiés. Des milliers de camarades portugais, turcs, africains travaillent déjà dans nos métiers, presque toujours sous-qualifiés, sous-payés. Cela peut permettre aux patrons de réussir leur opération « racisme », cela risque de laisser pousser ce dernier derrière les machines, autour des marbres et des tables de montage... »

Un linyotypiste de l'Aurore.

## Les femmes, le travail et le syndicat

**M**AIS, y a-t-il des problèmes spécifiques aux femmes ? C'est la question qui a entamé le débat. Les avis sont différents. Pour certaines, le risque de ne plus retrouver leur emploi est plus grand que pour les hommes par exemple. Pour d'autres, les hommes qui dirigent les syndicats s'occupent davantage des problèmes généraux que des problèmes féminins.

« Voyez-vous la nécessité de commissions féminines ? » La majorité des femmes le pensent, mais qui s'en occuperait ? « Il est déjà difficile, explique une travailleuse, de concilier travail et maison,

mais si l'on doit rajouter le syndicat... »

« Problème de société aussi, rajoute une autre. Tous les maris ne permettent pas à leur épouse de prendre une place militante. »

« Vous parlez des hommes qui dirigent le syndicat : estimez-vous que la CGT est un syndicat d'hommes ? Réponse intéressante : « Oui, parce que menée par des hommes. Non, parce que chacune d'entre nous a sa place dans la CGT... »

Collectif syndical de l'imprimerie ADIA de Nice.

Compte rendu d'une rencontre avec le personnel féminin de l'entreprise.

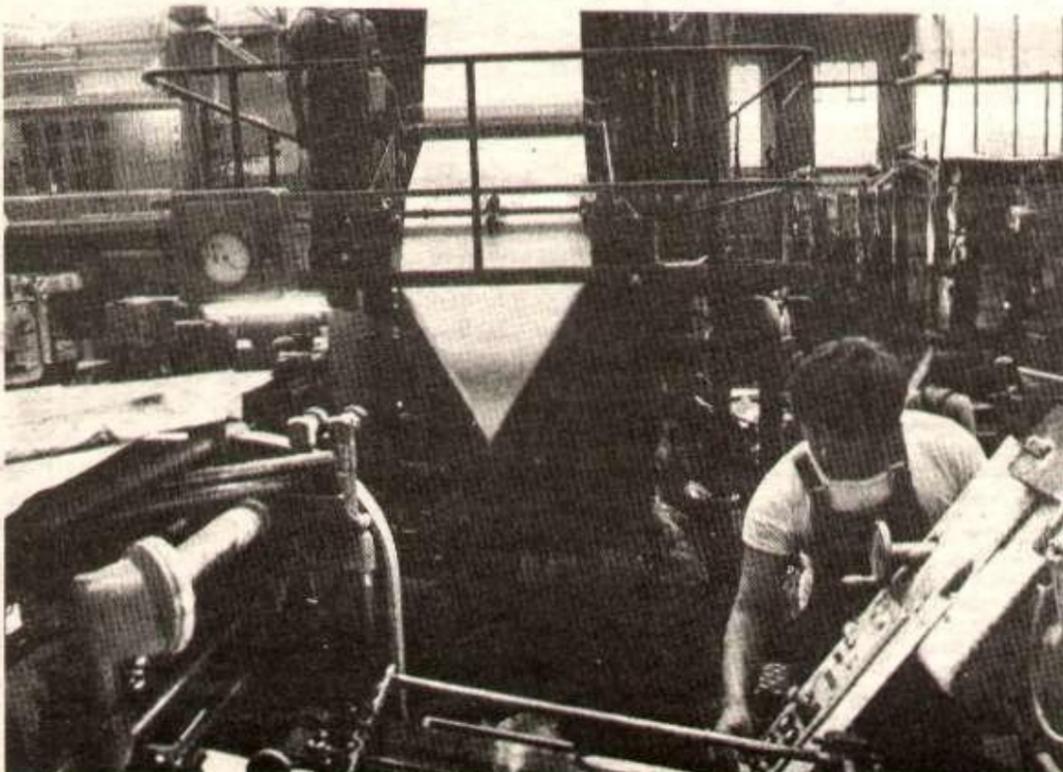
## « De quelle FFTL avons-nous besoin ? »

**L**A où la FFTL est puissante, où le syndicat CGT est vivant, les acquis sont loin d'être négligeables (dans maintes entreprises, le cadenas du plan Barre a sauté, des baisses d'horaires compensées sont enregistrées, etc.)

Mais attention, on peut être fort et isolé. Il y a danger de repliement sur la seule entreprise. La stratégie du patronat tend à contrecarrer la coordination des luttes au moment où un rapport de

force général est indispensable si nous voulons faire aboutir des revendications essentielles (arrêt des licenciements, prise en compte de l'indice CGT, mensualisation...). Repliés à l'entreprise, les travailleurs ressentent plus la nécessité d'une unité formelle « maison » que la nécessité de la syndicalisation... »

Un syndiqué du labour de Fontainebleau et un syndiqué de la presse de Paris.



Dans l'imprimerie, la restructuration et la modernisation du matériel ont entraîné des licenciements mais se sont aussi accompagnées de l'utilisation de salariés moins qualifiés et moins payés